

# LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

GENÈVE

## La semaine de 45 heures dans l'agriculture?

**5** En Suisse, le secteur de la terre n'est pas soumis au droit du travail. Une décision genevoise limitant la semaine à 45 heures sera combattue au Tribunal fédéral.



Cultivateurs de cardon à Genève. JJKPHOTO

**4** Rénover l'hôpital de **La Chaux-de-Fonds** pour 120 millions? Le directeur d'HNe s'exprime après les critiques de la ministre de la Santé Gisèle Ory (PS).

**7** Sous la pression des pays limitrophes, les rebelles **centrafricains** stoppent leur avancée et acceptent de tenir des pourparlers avec le pouvoir en place.

**3** éditorial

RACHAD ARMANIOS

### TAXER LES RICHES, PAS SI SIMPLE

**D**émocrates et républicains ont joué à se faire peur jusqu'à la dernière minute, mais au final, le pire n'a pas eu lieu. Après le Sénat, le Congrès étatsunien a voté mardi soir un compromis évitant au pays l'activation du «mur budgétaire». Ce couperet aurait imposé automatiquement des coupes drastiques dans les dépenses, et d'importantes augmentations fiscales. Deux mesures dévastatrices surtout pour les bas revenus. En outre, la menace de la récession planait sur l'économie, avec des répercussions bien au-delà du pays.

Face à ce scénario catastrophe, la majorité républicaine à la Chambre des représentants a finalement accepté une augmentation d'impôts pour les plus riches.

L'issue de ce psychodrame est en soi une victoire pour le président, mais elle doit être sérieusement nuancée. D'abord, parce que Barack Obama vient d'être réélu sur la promesse d'alourdir la charge fiscale pour les riches dès 250 000 dollars de revenus; l'accord conclu a relevé ce seuil à 450 000 dollars.

Surtout, la bataille sur les dépenses est seulement repoussée. Le Congrès débattra dans deux mois d'une réduction de 109 milliards de dollars dans le budget. Le clivage idéologique qui divise plus que jamais le parlement – entre un Sénat à majorité démocrate et une Chambre des représentants à majorité républicaine – risque alors d'être encore plus difficile à surmonter. Tandis que le parti du président craint des coupes susceptibles de précipiter la reprise économique, les parlementaires du Tea Party campent sur leurs positions contre l'Etat fédéral et les aides sociales.

Le report du débat sur les dépenses compliquera en outre celui, dans les prochaines semaines, sur le relèvement du plafond légal de la dette, officiellement atteint lundi. Une dette qui s'élève à près de 16 000 milliards de dollars! Ironie de l'histoire, le plan adopté mardi soir creusera encore ce trou de près de 4000 milliards sur dix ans.

La menace du mur budgétaire que s'est imposée le Congrès pour s'obliger à réduire les déficits a ainsi démontré son inefficacité. Cette crise artificielle a toutefois rappelé que les promesses du candidat Obama ne pouvaient que se heurter à la réalité politique d'un pays peu enclin à taxer les plus riches.

De l'autre côté de l'Atlantique, c'est la promesse de François Hollande de ponctionner les millionnaires à 75% qui a subi un sérieux revers. La Cour constitutionnelle a censuré cette mesure, car elle vise les revenus de chaque personne physique alors que l'impôt sur le revenu est prélevé par foyer. Un couple comprenant un seul millionnaire passerait à la caisse, mais deux conjoints gagnant chacun 900 000 euros seraient exemptés... Cherchant à limiter la casse politique, le gouvernement a promis de corriger ce problème «technique». De même qu'il a minimisé les conséquences du manque à gagner de l'ensemble des dispositions fiscales du budget 2013 annulées par la Cour: 500 millions d'euros, a-t-il estimé. Plus du double, a pourtant calculé le journal *Les Echos*...

En France comme aux USA, au moment d'être concrétisées, les belles promesses perdent une grande part de leur substance.